

AFRISTAT
OBSERVATOIRE ECONOMIQUE ET STATISTIQUE
D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

SEMINAIRE SUR LA CONJONCTURE
ET LA PREVISION ECONOMIQUE A COURT TERME
DANS LES ETATS MEMBRES DE LA CEMAC

LIBREVILLE : 10 au 13 mai 2005

POINTS SAILLANTS DES DISCUSSIONS

**Points saillants du séminaire sur la conjoncture
et la prévision économique à court terme
dans les Etats membres de la CEMAC
(10–13 mai 2005 à LIBREVILLE)**

Point 1 : Introduction

Dans le cadre de l'analyse de la conjoncture économique dans les Etats membres de la CEMAC, un séminaire s'est tenu à Libreville du 10 au 13 mai 2005, à l'Institut de l'Economie et des Finances. Ce séminaire est le neuvième du genre organisé par AFRISTAT pour les Etats membres de la CEMAC. Chaque Etat était représenté par des spécialistes en analyse conjoncturelle et en prévision économique. Un représentant du Secrétariat Exécutif de la CEMAC et deux représentants de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale ont également participé aux travaux. Le prévisionniste congolais n'a pas pu faire le déplacement. Les débats ont été animés par des experts d'AFRISTAT. La liste des participants figure à l'annexe 3.

Le discours d'ouverture des travaux a été prononcé par Monsieur Paul Henri NGUEMA MEYE, Directeur Général Adjoint de la Direction Générale de la Statistique et des Etudes Economiques du Gabon (cf. annexe 1). Après avoir souhaité la bienvenue aux participants, il a rappelé les enjeux du présent séminaire qui, de manière spécifique, vise à rapprocher les méthodes de suivi de la conjoncture et de la prévision économique.

Le programme de travail a été discuté, amendé et adopté (cf. annexe 2).

Point 2 : Objectifs

Ce séminaire, financé par le Ministère français des Affaires Etrangères et AFRISTAT, vise un double objectif pédagogique et opérationnel. Il s'agit d'une part de rappeler les méthodes de suivi de la conjoncture et de prévision économique dans chaque Etat membre et d'exposer les résultats obtenus et d'autre part d'étudier les rapprochements possibles, tant du point de vue des données exogènes que de la méthode de projection.

Point 3 : Déroutement du séminaire

Le séminaire a débuté par un exposé de la CEMAC qui a donné les résultats des grandes tendances macroéconomiques des pays et a présenté les besoins de la CEMAC en matière de convergence des économies et des méthodes de prévision à court terme.

Le séminaire a continué par une présentation d'AFRISTAT. Cet exposé a détaillé les évolutions marquantes de l'économie internationale et a passé en revue les développements récents intervenus sur les marchés des changes et des produits de base. Il a aussi attiré l'attention des participants sur l'incertitude fondamentale qui caractérise ces éléments déterminants pour la croissance à court terme. Il a enfin réaffirmé la nécessité de ne pas

limiter la prévision à un seul scénario qui peut à tout moment être démenti par des circonstances extérieures, mais de travailler avec un jeu de plusieurs comptes, correspondant à diverses hypothèses d'environnement. L'un de ces comptes sera le compte central officiel, les autres des variantes illustrant les risques d'une évolution extérieure différente.

Les délégations ont présenté à tour de rôle l'état de leur analyse conjoncturelle ainsi que les résultats prévisionnels pour la période 2005-2006. Ces travaux, en constante amélioration d'un séminaire sur l'autre, incluaient l'étude d'un scénario de compte central et d'une variante reposant sur des hypothèses différentes fournies au préalable par AFRISTAT. La plupart des délégations nationales ont mené à bien les travaux de variante. Les autres ont manifesté l'intérêt de disposer d'instruments adéquats permettant leur réalisation.

La Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) a présenté la situation monétaire de la Communauté à fin décembre 2004 ainsi que les prévisions macroéconomiques qu'elle a réalisées récemment pour les besoins de la programmation monétaire, en rappelant les hypothèses sous-jacentes. Des informations conjoncturelles recueillies au cours du séminaire permettront d'actualiser ces prévisions.

Enfin, les experts d'AFRISTAT ont présenté divers aspects techniques du suivi de la conjoncture et de la prévision économique à court terme, notamment des éclaircissements sur l'exercice de la variante.

Point 4 : Recommandations du séminaire

Conscients de l'importance de ces travaux pour une meilleure appropriation nationale de la politique économique et pour les nécessités de la surveillance multilatérale ;

Vu l'urgence des exigences internationales en matière d'information conjoncturelle et de prévision économique à court terme (programmes d'ajustement, système général de diffusion des données, surveillance multilatérale au sein des unions économiques, PROSMIC, etc.) ;

Les participants ont fait les recommandations suivantes :

1. Ils recommandent à AFRISTAT et au Secrétariat Exécutif de la CEMAC de rechercher les financements nécessaires afin de poursuivre l'organisation de ces séminaires à dates régulières (mars d'une part, octobre d'autre part) ;
2. Les hypothèses de travail qui orienteront les débats des séminaires devront parvenir aux INS et aux directions de la prévision suffisamment tôt (au moins deux mois avant le séminaire) pour permettre aux participants de préparer leurs interventions de façon plus homogène. Les participants devront faire parvenir à AFRISTAT les principaux résultats au moins 15 jours avant la tenue du séminaire pour une première synthèse. Ces rencontres

permettront alors de partager les informations conjoncturelles tout en assurant une plus grande comparabilité et une plus grande homogénéité des méthodes de prévision et de diagnostic conjoncturel ;

3. Les participants recommandent à AFRISTAT de sensibiliser davantage les services compétents du Secrétariat Exécutif de la CEMAC sur l'importance de leur participation à ces travaux ;
4. Ils recommandent que l'ensemble des délégations nationales, les délégations de la BEAC et du Secrétariat Exécutif de la CEMAC travaillent sur un jeu d'hypothèses communes fourni par AFRISTAT. Ils recommandent que lors du séminaire, les présentations soient faites avec l'aide des moyens informatiques modernes (logiciel de présentation du type PowerPoint). Ces présentations doivent s'appuyer pour la conjoncture sur des séries longues de périodicité mensuelle ou trimestrielle des principales grandeurs (indice de prix, indice de production industrielle, statistiques monétaires, statistiques du commerce extérieur, ...) éventuellement présentées sous forme de graphiques. S'agissant des prévisions, les présentations devraient s'appuyer sur les séries longues de comptabilité nationale, avec également utilisation de graphiques.
5. Les participants recommandent à AFRISTAT de publier sur son site Internet une synthèse des grandes tendances conjoncturelles des économies de la CEMAC à l'issue des travaux des séminaires. Cette publication aura pour but la valorisation et la capitalisation des acquis de ces séminaires ;
6. Ils recommandent que le Secrétariat Exécutif de la CEMAC et AFRISTAT recherchent les financements nécessaires pour doter tous les Etats membres d'outils d'élaboration des comptes nationaux (ERETES), de suivi de la conjoncture et de prévision à court terme ;
7. Ils souhaitent notamment que les Etats de la CEMAC accélèrent le processus d'élaboration de l'indice harmonisé des prix à la consommation et d'autres indicateurs conjoncturels (indice de production industrielle, statistiques du commerce extérieur,...) et sociaux. Ils souhaitent que la recherche de financements éventuellement nécessaires puisse se faire de façon coordonnée à un niveau sous-régional ;
8. Ils souhaitent qu'AFRISTAT recherche les moyens d'organiser des formations spécifiques dans le domaine du traitement et de l'analyse des données conjoncturelles en favorisant la diffusion des nouvelles techniques statistiques ;
9. Ils souhaitent qu'AFRISTAT organise des formations spécifiques à la prise en compte des secteurs pétrolier et minier dans les comptes nationaux des Etats membres ;
10. Ils souhaitent qu'AFRISTAT continue d'animer des formations spécifiques à la prise en compte de la pauvreté monétaire dans les prévisions macroéconomiques (intégration d'enquêtes et microsimulations) ;

11. Ils réitèrent le souhait de voir les Etats mobiliser davantage de moyens pour le renforcement de leurs appareils statistiques et de prévision économique, notamment l'accès à l'information conjoncturelle internationale (Internet et revues économiques) ;
12. Ils recommandent que soit proposé par les instances dirigeantes d'AFRISTAT, en tenant compte des financements à obtenir, un calendrier de mise au point des instruments permettant un suivi de la conjoncture et une diffusion rapide et complète de l'information économique par chacun des systèmes statistiques nationaux. Ils souhaitent que ces instruments comprennent au minimum :
 - un bulletin trimestriel d'informations conjoncturelles (séries conjoncturelles et graphiques) ;
 - une note trimestrielle de synthèse de l'information conjoncturelle ;
 - une feuille de mise à jour mensuelle des principaux indicateurs du bulletin trimestriel.
13. Les participants souhaitent que l'ensemble de ces recommandations soient portées à la connaissance du Comité Statistique sous-régional.

Point 5 : Remerciements

Les participants remercient tous ceux qui ont contribué à la réussite de ce séminaire, notamment le Ministère français des Affaires Etrangères, la BEAC, le Secrétariat Exécutif de la CEMAC, la Direction Générale de la Statistique et des Etudes Economiques et l'Institut de l'Economie et des Finances sous-régional, ainsi qu'AFRISTAT.

Libreville, le 13 mai 2005

Discours d'ouverture
**prononcé par le Directeur Général Adjoint
de la Statistique et des Etudes Economiques**

Messieurs les Experts d'AFRISTAT,
Mesdames et Messieurs les Délégués des Etats membres de la CEMAC,
Messieurs les Représentants du Secrétariat exécutif de la CEMAC,
Madame et Monsieur les Représentants de la BEAC,
Mesdames, Messieurs,

Je voudrais tout d'abord m'acquitter du devoir qui est de tous vous remercier, au nom de Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de la Planification et de la Programmation du Développement, pour l'honneur que vous faites à notre capitale Libreville. En effet, vous avez fait de cette ville le lieu traditionnel de déroulement des séminaires sur la conjoncture et la prévision à court-terme des Etats membres de la CEMAC. Je vous exprime ici ma reconnaissance pour cette confiance une fois de plus renouvelée.

Aussi, je profite donc de l'opportunité qui m'est offerte pour vous souhaiter une chaleureuse et cordiale bienvenue en terre gabonaise à l'occasion du séminaire sur la conjoncture économique du premier semestre 2005 et les prévisions économiques à court terme des Etats membres de la CEMAC.

Je voudrais, témoigner avec la même conviction ma profonde gratitude à AFRISTAT pour avoir milité pour le choix de Libreville comme lieu d'organisation du présent séminaire.

Mesdames et Messieurs, l'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne est, comme vous le savez tous, devenu un pôle de référence en matière d'expertise statistique qui va au delà des frontières de l'ensemble de ses Etats membres. C'est fort de ce crédit, que tous les Etats membres de la CEMAC fondent un

réel espoir quant aux retombées à venir sur la qualité des données produites dans les domaines de la conjoncture et de la prévision économique.

A mesure que des séminaires de ce type se succèdent, il devient évident que le rapprochement des méthodologies, d'une part, et l'adoption d'hypothèses de travail communes, d'autre part, vont conduire à des résultats plus réalistes et nécessairement plus comparables. Toutes ces actions vont dans le sens d'améliorer la qualité des statistiques utilisées dans le cadre de la surveillance multilatérale qui concerne tous nos Etats. Toutefois, malgré les progrès accomplis ces derniers mois, nous connaissons encore tous dans nos Etats une insuffisance des outils de prévision et de suivi de la conjoncture, insuffisance liée généralement à la faiblesse des ressources humaines, matérielles et financières, mais aussi au manque d'expérience dû souvent à l'instabilité des équipes chargées des synthèses conjoncturelles et des prévisions de court terme. A cette faiblesse des ressources humaines s'ajoute l'hétérogénéité des données économiques issues de la comptabilité nationale ou le manque de données en raison de leur diffusion tardive, ainsi que la faiblesse des méthodes de prévision utilisées. Il importe donc que nos administrations respectives s'attaquent également à ces autres maillons faibles de la chaîne de production de nos statistiques. Nous pensons qu'en la matière, l'appui d'AFRISTAT nous est toute acquise. C'est en cela que nous saluons favorablement l'initiative de la réflexion qui va démarrer dans les prochaines semaines concernant la réalisation des comptes nationaux dans des délais plus courts. Une fois encore, AFRISTAT sera, avec la Coopération française, au centre de la mise en œuvre de ce grand projet.

Mesdames et Messieurs, le séminaire qui démarre ce matin doit avoir, me semble t'il, un double objectif, il doit permettre de discuter des méthodes de prévision économique de chaque Etat membre de la CEMAC et des résultats obtenus, mais aussi d'étudier les différences tant du point de vue des données exogènes que de la méthode de projection. Ce travail devra se faire nécessairement en capitalisant les avancées obtenues au cours de précédents séminaires. A l'issue de cette activité à mener Etat par

Etat, les séminaristes devront établir ensemble un diagnostic conjoncturel de la zone CEMAC pour le premier semestre 2005 et en dégager, dans la mesure du possible, les principales tendances.

La présente rencontre devrait, je l'espère, déboucher comme par le passé sur des résolutions pertinentes comme la nécessité de tenir des réunions périodiques permettant de partager les informations conjoncturelles tout en recherchant à assurer une meilleure comparabilité des prévisions et des diagnostics conjoncturels. Tous ces objectifs cadrent bien avec les préoccupations actuelles liées aux objectifs de surveillance multilatérale auxquels l'ensemble des pays membres de la CEMAC s'emploie à respecter.

L'organisation matérielle de ce séminaire à Libreville peut se faire grâce à la contribution financière des autorités françaises auxquelles j'adresse mes sincères remerciements au nom de tous les Etats membres de la CEMAC.

Je remercie également tous les experts d'AFRISTAT qui vont animer, avec humilité, compétence et disponibilité, les travaux de cette réunion.

Je tiens à remercier aussi Monsieur le Directeur Général de l'Institut de l'Economie et des Finances qui ne ménage aucun effort pour mettre à la disposition des séminaristes cette salle et tout le matériel technique et logistique nécessaire à la bonne tenue de ces travaux.

Messieurs les experts, Mesdames et Messieurs les délégués, je termine mon propos en souhaitant plein succès aux travaux du séminaire sur la conjoncture économique du premier semestre 2005 et les prévisions à court terme des Etats membres de la CEMAC, que je déclare ouvert.

Je vous remercie.

**Séminaire sur la conjoncture économique du premier semestre 2005 et les prévisions économiques à court terme
des Etats membres de la CEMAC**

Libreville, du 10 au 13 mai 2005

Nom des participants	Institution	Adresse postale	Téléphone	Télécopie	Adresse électronique
NEPETSOUN	Chef de service des comptes consolidés et des comptes provisoires - Direction de la Statistique et de la Comptabilité nationale (CAMEROUN)	BP 660 Yaoundé CAMEROUN	(237) 222-14-37 943-23-81	(237) 223-24-37	nepetsoun@yahoo.fr
EYEFFA EKOMO Sylvie Marie-Louise	Direction de la Prévision (CAMEROUN)	BP 6342 Yaoundé CAMEROUN	(237) 222-07-79 992-31-82	(237) 222-12-36	smleyeffa@yahoo.fr
MUSTAPHA Issen	Direction générale des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales (CENTRAFRIQUE)	BP 696 Bangui RCA	(236) 61-72-69 61-72-61 (P) 04-34-67	(236) 61-73-87	issenmust@yahoo.fr
ANDARA Eloi	Direction de l'Analyse de la Conjoncture et des Prévisions à court terme – Direction générale de l'Economie et de la Planification du Développement (CENTRAFRIQUE)	BP 696 Bangui RCA	(236) 61-38-00 61-67-66 09 30 53	(236) 61-73-87	andara@intnet.cf eloi_andara@yahoo.fr
MBALOULA Marcel	Chef du Service du Commerce Intérieur et des Prix – Centre National de la Statistique et des Etudes Economiques (CONGO)	BP 2031 Brazzaville CONGO	(242) 81-59-09 (P) 522-09-23	(242) 81-59-09	cnsee@hotmail.com mbaloulam@yahoo.fr
KASSA NZAMBA Alain	Direction de la Comptabilité Nationale - Direction Générale de la Statistique et des Etudes Economiques (GABON)	BP 2119 Libreville GABON	(241) 76-06-71 72-04-55 72-13-69 76-14-12 (P) 07-84-91	(241) 72-04-57	plan.dgsee@internetgabon.com alain_kassa@yahoo.fr

Nom des participants	Institution	Adresse postale	Téléphone	Télécopie	Adresse électronique
KASSAT Aurélie	Direction des Etudes Macroéconomiques - Direction Générale de l'Economie (GABON)	BP 1204 Libreville GABON	(241) 76-32-01 79 52 33 (P) 25-69-47	(241) 76-55-99	kecialyne_julie@yahoo.fr
SEPA MEBULO Fidel	- Direction Générale de la Statistique (GUINEE EQUATORIALE)	BP 299 Malabo GUINEE EQUATORIALE	(240) 09-33-52 (P) 24-00-50	(240) 09-33-52	
ABAGA NCHAMA Lucas	Directeur Général de l'Economie (GUINEE EQUATORIALE)	Ministère de l'Economie Malabo - GUINEE EQUATORIALE	(240) 27-23-90 (P)	(240) 09-67-72	lucas_abaga_nchama@yahoo.fr
PAYE Denis	Conseiller Technique du Ministre de l'Economie et des Finances (GUINEE EQUATORIALE)	SCAC Malabo GUINEE EQUATORIALE	(240) 09-39-84 09-64-09	(240) 09-64-09 09-39-84	d_paye@ifrance.com denis_paye2@yahoo.fr
MAMADOU Issa Baba	Chargé de la Prévision - Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (TCHAD)	BP 453 N'Djamena TCHAD	(235) 52-31-64 29-38-83	(235) 52-66-13	mamadouissababa@yahoo.fr
YOUSOUF AWARE Neïssa	Chef du département des Synthèses et Statistiques Economiques - Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (TCHAD)	BP 453 N'Djamena TCHAD	(235) 52-31-64 (D) 52-67-07 (P) 24-19-53	(235) 52-66-13	aware_ny@yahoo.fr
IBRAHIM Abakar	Economiste – Direction des Etudes et de la Prévision – Ministère de l'Economie et des Finances (TCHAD)	BP 864 N'Djamena TCHAD	(235) 52-44-35 (P) 24-96-28	(235) 52-67-88	abakaribrahim68@yahoo.fr

Nom des participants	Institution	Adresse postale	Téléphone	Télécopie	Adresse électronique
EYA-M' VE Fidel	Direction de l'Analyse Economique - Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC)	BP 969 Bangui CENTRAFRIQUE	236 - 61 18 85 50-78-57	236 - 61 21 35	sgudeac@intnet.cf eyaafidel@yahoo.fr
NADO Félicité Marie-Noëlle	Chargée de la Conjoncture - Direction des Etudes - Services Centraux - Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC)	BP 1917 Yaoundé CAMEROUN	237 - 23 40 30 237 - 23 40 60	237 - 23 33 29	nado@beac.int
LENDJOUNGOU Francis	Chef du Service de la Programmation Monétaire BEAC (DN Libreville)	BP 112 Libreville GABON	(241) 76-02-06 76-11-05 76-11-06	(241) 74-45-63	lendjougou@beac.int
GIRIER Christian	AFRISTAT	BP E-1600 Bamako MALI	(223) 221-55-00 221-55-80 221-60-71	(223) 221-11-40	christian.girier@afristat.org
COUAILLAC Pierre	AFRISTAT	BP E-1600 Bamako MALI	(223) 221-55-00 221-55-80 221-60-71	(223) 221-11-40	<u>pierre.couaillac@afristat.org</u>
BIAKA TEDANG Djoret	AFRISTAT	BP E-1600 Bamako MALI	(223) 221-55-00 221-55-80 221-60-71	(223) 221-11-40	djoret.biaka@afristat.org

AFRISTAT

DEPARTEMENT DES ETUDES ET SYNTHESSES ECONOMIQUES

BP : E-1600

BAMAKO

MALI

[afriat@afriat.org](mailto:afristat@afriat.org)

<http://www.afriat.org>

DOCUMENT DE TRAVAIL

CEMAC

SYNTHESE

CONJONCTURELLE

MAI 2005

L'environnement économique de la CEMAC reste marqué au premier semestre 2005 par une amélioration sensible des termes de l'échange et une croissance toujours soutenue, malgré une campagne agricole 2004/2005 relativement mauvaise. Dans la plupart des pays, les prix à la consommation ont enclenché une tendance haussière.

La Centrafrique, importateur net de produits pétroliers, consolide sa croissance économique avec la reprise de l'activité économique permise par le retour progressif à la stabilité politique malgré une détérioration de ses termes de l'échange.

La croissance économique au Cameroun est tirée par le secteur hors pétrole permise par une politique volontariste de diversification, tandis que le secteur pétrolier s'essouffle.

Au Congo, la croissance économique se consolide grâce à la reconstruction des infrastructures et à d'importants investissements dans les secteurs de la construction et de la téléphonie mobile.

Le Gabon cherche un élément de dynamisme plus durable que l'exploitation pétrolière. La source de la croissance proviendrait de l'embellie dans le secteur secondaire et tertiaire.

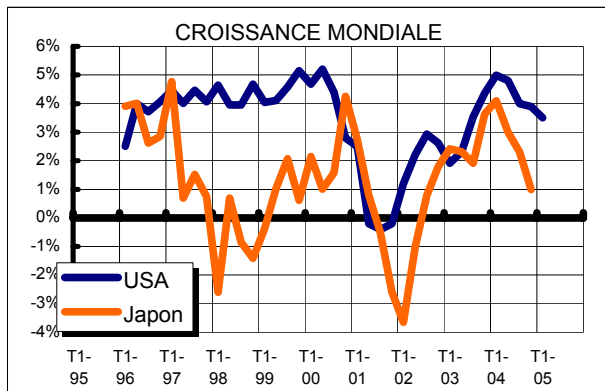
Les perspectives économiques et financières de la Guinée Équatoriale s'annoncent globalement favorables quoique la croissance soit ralentie par le secteur pétrolier et l'investissement public.

Au Tchad, après une année 2004 marquée par une croissance exceptionnelle dans le secteur pétrolier et des tensions sur les finances publiques, la croissance économique profiterait en 2005-2006 de la hausse des investissements publics et de la relance de l'activité cotonnière.

I. Un environnement international globalement favorable

Une croissance économique mondiale en perte de vitesse

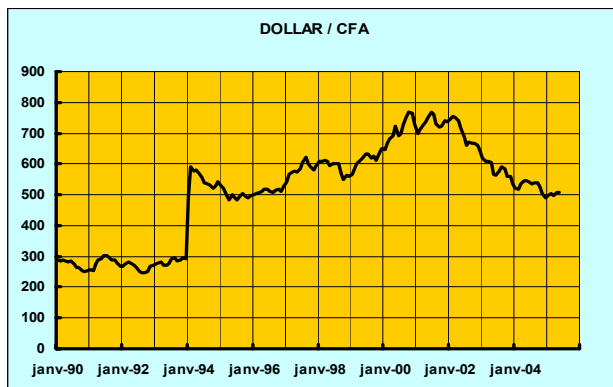
L'environnement économique international au premier semestre 2005 est globalement marqué par une bonne croissance économique des grandes puissances ainsi que des pays émergents tel que la Chine. Cette croissance mondiale a permis de maintenir une certaine pression sur les marchés des matières premières.



Le premier trimestre 2005 reste cependant marqué par un ralentissement de la croissance observée dans la plupart des pays du G7 et particulièrement au Japon.

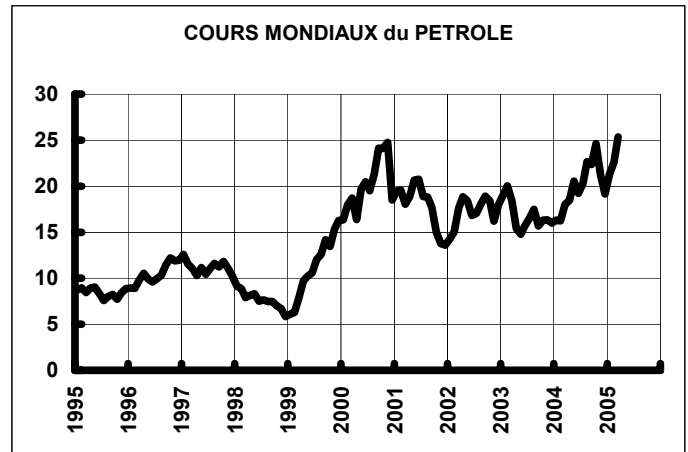
I. Hausse des termes de l'échange

Pendant les deux années 2002-2003, le recul rapide du dollar avait quasiment contrebalancé le progrès des cours des produits de base exportés par la Communauté (pétrole, bois, cacao, coton).



Il n'en est plus de même depuis le début de 2004 avec une période de stabilité, voire une légère progression du dollar vis-à-vis de l'Euro et donc du franc CFA.

Du début de l'année 2002 à la fin de 2003, le prix de référence du pétrole (moyenne des cours de trois origines différentes) est passé de 20 à 30 dollars le baril. Au cours des trois premiers trimestres 2004, les tensions internationales ont porté ce prix en hausse de plus de 40% (au voisinage de 45\$ le baril). En mars 2005, il a franchi la barre historique de 50\$/barils.



Exprimée en francs CFA, cette tendance se traduit par une quasi-stagnation au cours des deux années 2002 et 2003 autour de 17 000 francs CFA le baril, puis une forte hausse également de 40 à 50 % pendant l'année 2004 et au premier semestre 2005.

Dans ces conditions, la bonne tenue des cours exprimés en dollars des produits de base dont, en particulier, la forte poussée des cours du pétrole ont pu jouer à plein pour un renchérissement des exportations. La modération maintenue des prix des importations a ainsi permis un progrès très sensible des termes de l'échange procurant ainsi « à volume égal » un surcroît de revenus à l'économie. En outre, le poids de la dette sur les finances publiques s'en trouve allégé du fait des paiements libellés en dollars.

Pluviométrie insuffisante pour la production agricole des régions sahéliennes

La campagne agricole 2004/2005 s'est soldée dans la plupart des pays sahéliens par des résultats largement insuffisants par rapport aux besoins alimentaires. Ces résultats sont la résultante d'une pluviométrie insuffisante et mal répartie dans le temps mais aussi des criquets pèlerins qui ont dévasté des champs dans la plupart de ces pays.

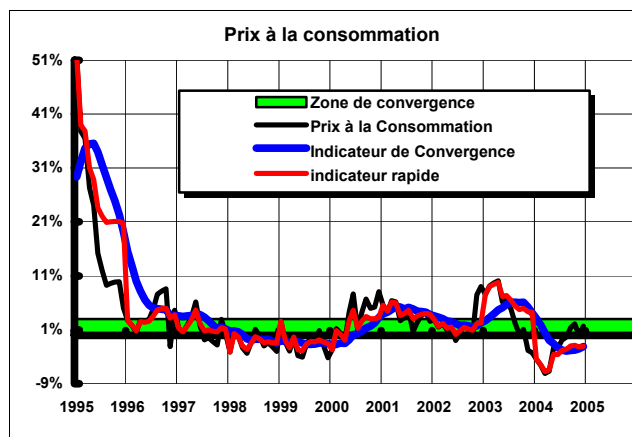
Le péril acridien pèserait également sur les résultats de la campagne agricole 2005/2006 à

venir. Les organisations internationales et les pays concernés s'activent pour enrayer cette menace.

II. CEMAC : Une conjoncture économique globalement marquée par le pétrole

RCA : retour à la croissance

Le seul pays de la zone à ne pas être producteur de pétrole, la Centrafricaine subit les contrecoups de la hausse des prix du pétrole. Le taux d'inflation a fortement baissé au cours du premier semestre 2004 avant de remonter légèrement vers la fin de l'année. Le taux d'inflation annuel s'est situé à -2,1% en 2004 contre 4,2% en 2003, tirant les bénéficiaires de la normalisation de la situation politique dans le pays et notamment le rétablissement des voies de communication avec les pays voisins.



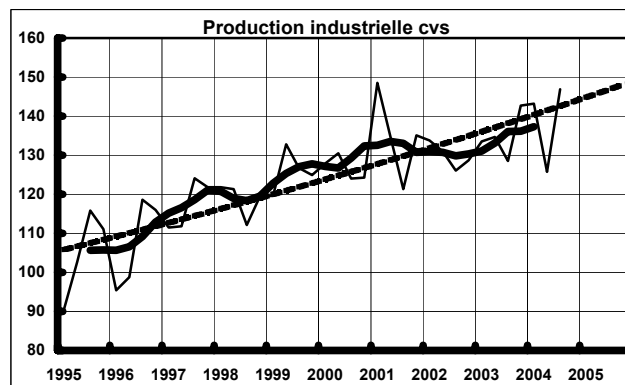
La croissance économique devrait s'établir à 1% en 2004 contre -6,3% en 2003. De même, la situation monétaire s'est nettement améliorée, en relation avec la reprise des activités économiques.

La croissance économique se consoliderait davantage au cours des années 2005 et 2006 grâce au retour de la paix et de la confiance des opérateurs économiques, de la bonne tenue des cours des matières premières et du dollar. Elle devrait s'établir autour de, 3,7% par an sur la période 2005-2006.

CAMEROUN : une inflation maîtrisée

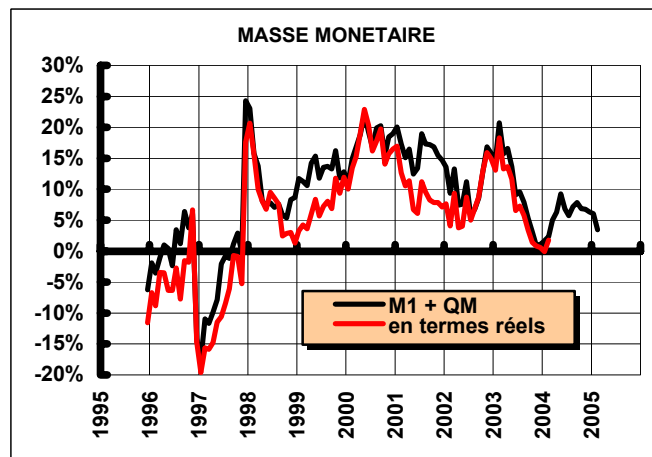
Au 4^{ème} trimestre 2004, la production a atteint en glissement annuel un taux de croissance de 1,8%, résultant d'un bon comportement de l'ensemble de l'industrie manufacturière (2,2%) et d'un recul de

0,8% de l'activité dans le secteur de l'eau et de l'énergie.



La masse monétaire a progressé de 6,6% en glissement annuel au 4^{ème} trimestre 2004 pour 9,1% en moyenne annuelle. Cette expansion de la masse monétaire en 2004 est principalement tirée par les avoirs extérieurs nets (taux de croissance de 35,9% en moyenne annuelle) tandis que la position nette du gouvernement s'est rétrécie de 16% environ.

Le taux de croissance s'est légèrement décéléré en 2004 (3,7% contre 4,3% en 2003) à cause de la chute de la production pétrolière. Le PIB non pétrolier devrait continuer par contre de croître à un taux moyen annuel de 4,7% environ sur la période 2005-2006, grâce notamment à la politique volontariste de diversification de l'économie entreprise par le gouvernement.

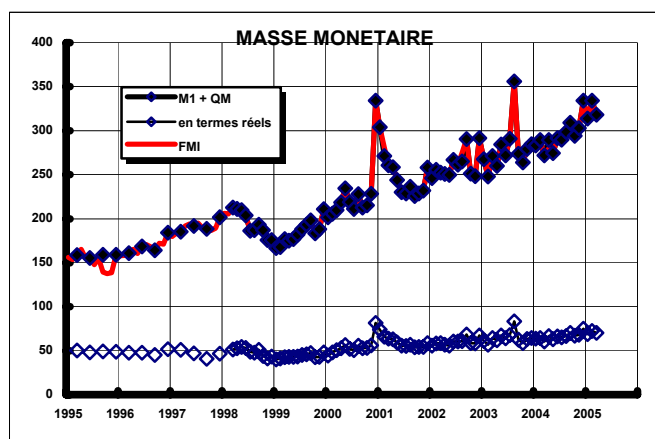


Cependant, l'année 2004 s'achève avec un très faible taux d'inflation de 0,2% en moyenne

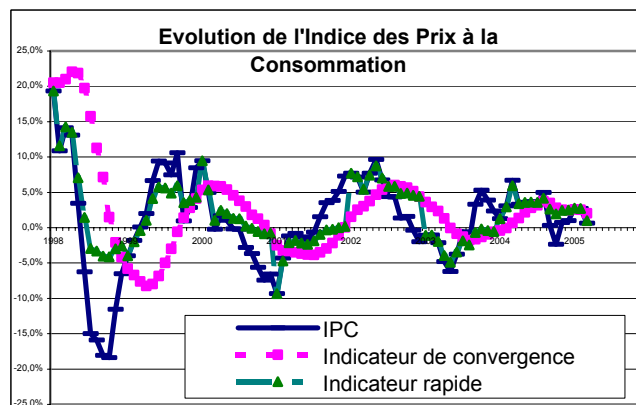
annuelle. Cette performance remarquable résulte surtout du bon comportement observé sur tous les postes de consommation et au niveau spatial grâce au contrôle de prix instauré en fin d'année par les autorités. Au 1er trimestre 2005 toutefois, l'indice des prix à la consommation enregistre de nouveau une hausse de son niveau (+1,4%).

CONGO : consolidation de la reprise

En 2004, la situation macroéconomique du Congo a été caractérisée d'une part par une reprise de la croissance économique. Le taux de croissance réel a été de 3,6% en 2006 traduisant une reprise progressive des activités agricoles, forestières, industrielles et commerciales. D'autre part, les finances publiques se sont nettement améliorées grâce notamment à l'augmentation des recettes pétrolières et non pétrolières. Conséquemment, la masse monétaire a poursuivi sa hausse entamée depuis le milieu de l'année 2003. Le taux de croissance moyen en glissement annuel a été supérieur à 10% sur les sept derniers mois.



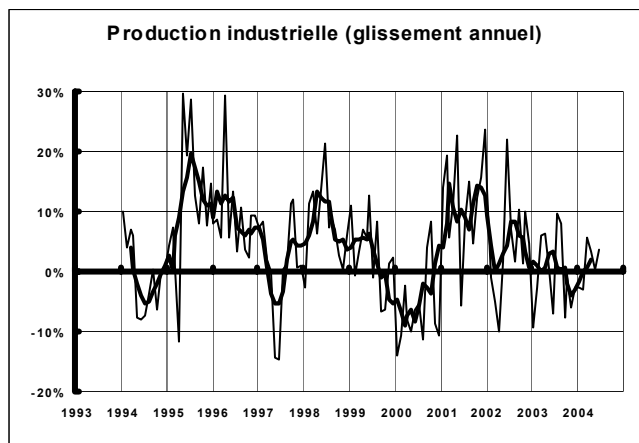
On assiste cependant à une bonne tenue des prix sur les marchés au second semestre 2004 même si les prix sont repartis en hausse au premier trimestre 2005



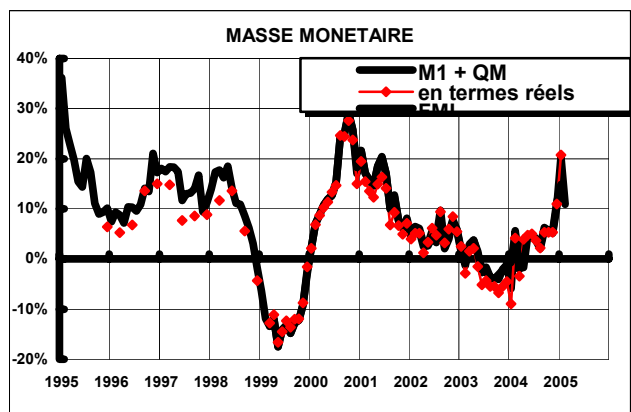
Les perspectives économiques du Congo s'annoncent relativement bonnes. La croissance dans le secteur pétrolier s'accélérait, bénéficiant d'un environnement mondial favorable, tandis que le secteur non pétrolier consoliderait sa croissance. On escompte une poursuite de l'expansion dans le secteur de la téléphonie mobile et la poursuite des travaux de reconstruction des infrastructures économiques. La croissance économique en 2005 et 2006 bénéficierait également de l'amélioration des finances publiques grâce à la signature d'un programme FRPC avec le Fonds Monétaire International, de la réduction de la dette publique extérieure et l'accroissement des investissements publics et privés extérieurs.

GABON : le secteur pétrole stagne

La conjoncture économique à fin décembre 2004 au Gabon montre une situation globale relativement bonne, malgré la baisse de la production du bois. De bons résultats sont enregistrés dans la quasi-totalité des branches du secondaire et une légère embellie dans le tertiaire. L'extraction du pétrole brut stagne malgré la hausse du prix du pétrole. L'indice de la production industrielle entame une phase de croissance dès le milieu du second semestre 2004.



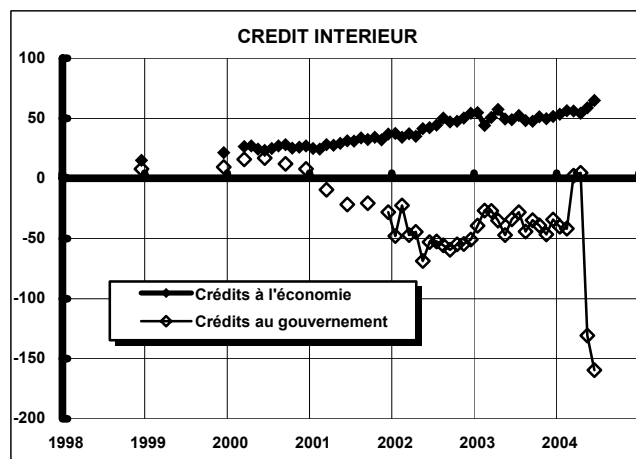
Globalement le taux de croissance est estimé à 1,2% dont 1,5% dans le hors pétrole. Cette accélération de l'activité dans le hors pétrole ne devrait cependant pas être accompagnée d'une hausse des prix, et ce, malgré une forte croissance de la masse monétaire.



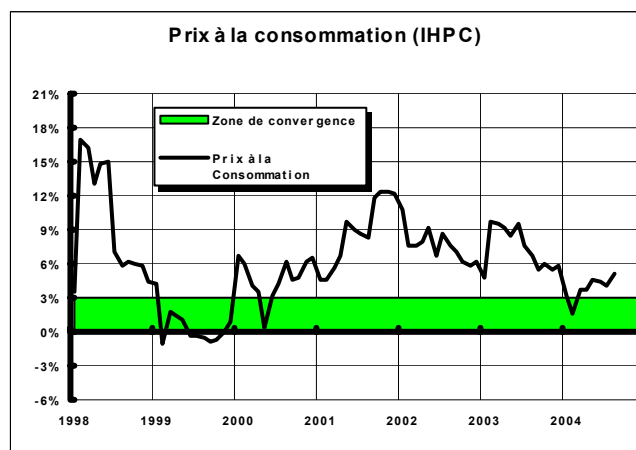
GUINEE EQUATORIALE : l'Etat excédentaire

L'économie équato-guinéenne serait marquée au second semestre 2004 par une embellie dans le secteur secondaire et tertiaire, bénéficiant de la croissance pétrolière. Cependant, dans le secteur primaire hors pétrole, la production est en baisse du fait d'éléments structurels et conjoncturels divers. La production de pétrole et de gaz a, quant à elle, continuer de progresser à un rythme soutenu, aussi bien en glissement annuel qu'en variation semestrielle.

L'embellie pétrolière permet ainsi de réaliser des performances exceptionnelles dans les finances publiques. On enregistre en effet des excédents budgétaires importants malgré des hausses significatives des dépenses d'investissement.



Des tensions inflationnistes sont toutefois observées au cours du second semestre 2004 et du premier trimestre 2005. En 2004, on a enregistré un taux d'inflation de 5,1%. Ces tensions devraient toutefois baisser grâce à un meilleur approvisionnement des marchés en produits importés.



Les perspectives économiques et financières de la Guinée Équatoriale s'annoncent globalement favorables sur la période 2005-2006. Elles se caractériseraient par un taux de croissance réel positif qui se situerait autour de 2% en 2005 et de 3,6% en 2006, mais à un rythme ralenti par rapport à l'expansion de 33,4% enregistrée en 2004.

Ces performances remarquables devraient être permises, sur le plan extérieur, par une croissance économique mondiale soutenue ; un maintien à des niveaux assez élevés des cours mondiaux du baril de pétrole et un taux de change globalement stable du dollar par rapport au franc CFA. Au niveau national, on escompte une progression moins rapide de la production pétrolière (4,2% en 2005 contre 35,5% en 2004), un recul des dépenses

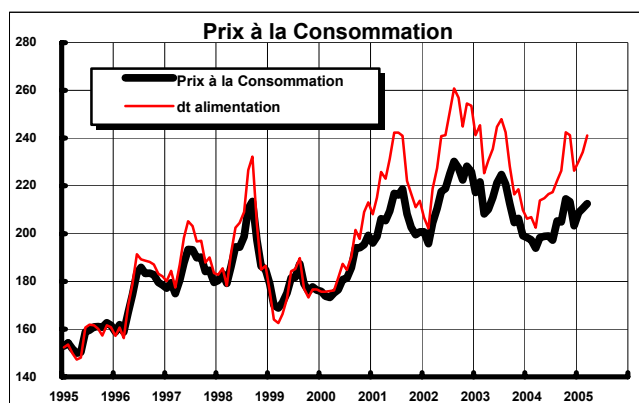
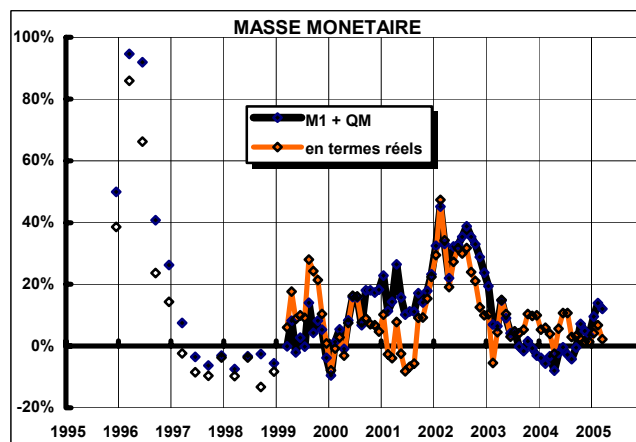
publiques et une poursuite des réformes économiques et structurelles et une expansion continue dans le secteur des transports et communication.

TCHAD : la fin du « trou d'air »

Après la période d'investissements pétroliers durant les années 1999-2003 qui ont eu des effets d'entraînement sur tous les secteurs d'activités, l'économie tchadienne vit désormais dans l'ère pétrolière. L'année 2004 a enregistré une croissance record de 33,6% environ, avec cependant une poursuite du ralentissement de la croissance dans le secteur non pétrolier (1,9% en 2004) due aux effets de la baisse des investissements pétroliers et de la production vivrière de la campagne agricole 2004/2005 (malgré une croissance record dans la production de coton graine) et des difficultés de trésorerie ayant marqué l'exécution budgétaire durant une bonne partie de l'année.

A fin décembre 2004, la situation économique du Tchad est caractérisée par une mauvaise performance de l'activité industrielle, une amélioration de la situation financière de l'Etat et une hausse des prix à la consommation. Cette hausse des prix, due à une baisse de la production céréalière de 25% environ par rapport à la campagne agricole 2003/2004 devrait se poursuivre durant le premier semestre 2005 si des mesures appropriées ne sont pas prises.

On escompte une reprise de l'activité hors pétrole en 2005 et 2006 grâce notamment à l'amélioration de la production de l'électricité, la hausse de la production de coton fibre et des effets d'entraînement de l'augmentation du budget d'investissement.



Cette synthèse conjoncturelle a été réalisée grâce aux informations recueillies lors du séminaire sur la conjoncture économique et les prévisions à court terme dans les Etats membres de la CEMAC organisé par Afristat du 10 au 13 mai 2005 à Libreville au Gabon. C'est un document de travail qui n'a pas qualité d'un document officiel.

L'activité pétrolière devrait quant à elle poursuivre sa croissance grâce à la montée de la production des champs de Doba et des prix sur le marché international. Le débit maximal devrait être atteint durant l'année 2004, ce qui devrait porter la production annuelle à environ 83,5 millions de barils.